



Une autre feuille de route pour la transition écologique, c'est vital !

La relégation de l'écologie dans les bas-fonds de l'ordre protocolaire du gouvernement de Michel Barnier est facteur d'incertitude pour les personnels, et d'inquiétude quant à la volonté d'affronter l'urgence environnementale.

Au contraire, la ministre Agnès Pannier-Runacher doit rompre avec l'inaction climatique qui a caractérisé l'exercice de ses précédentes fonctions ministérielles. Il faut en particulier investir massivement dans les énergies renouvelables, et y soutenir l'emploi.

L'Union syndicale Solidaires est impliquée dans plusieurs mobilisations qui exigent des réponses gouvernementales claires. Nous exigeons :

- un moratoire sur la liquidation de Fret SNCF ;
- un moratoire sur les méga-bassines ;
- un moratoire sur les grands projets autoroutiers, à commencer par celui de l'A69.

Ce qui est prévu dans le PLF 2025 est très largement insuffisant. L'écologie ne doit pas être la variable d'ajustement de politiques d'austérité. En particulier, il est indispensable de financer la transition écologique, notamment par le biais de la rénovation thermique des bâtiments publics. Les nouvelles missions induites par le dérèglement climatique doivent également conduire à augmenter le financement de l'Office national des forêts (ONF), et à mieux doter en moyens humains le service public de prévision météorologique et climatique qu'est Météo France.

Nous estimons par ailleurs que les débats et résultats des élections législatives ont reflété des craintes légitimes des travailleurs et travailleuses, qui sont les premier-es à supporter le coût de la transition écologique telle qu'elle est menée actuellement. Nous exigeons en conséquence la création de nouveaux droits, plus protecteurs, pour les salarié-es des entreprises conduites à se reconvertir. Il faut également accompagner les plus démunis-es dans les changements de mode de vie qu'ils devront opérer.